

Chasse à l'O.A.S. à la frontière franco-italienne

Une jeune fille arrêtée à la réception de l'Élysée : Léocadie Maga, 21 ans, la fille du président du Dahomey



M. Maga accueille Mme Sokar N'Diaye, femme de l'ambassadeur du Mali à Paris.

(De notre envoyé spécial Jean MAURICE)

NICE, 26 oct. (par téléph.)

L'INTERROGATOIRE de l'Italien Bruno Riga, 26 ans, ancien déserteur du 1er régiment étranger de parachutistes (le fer de lance du putsch du 22 avril) et de ses deux complices arrêtés mardi matin dans une banque de Nice, alors qu'ils venaient encaisser un virement de plusieurs millions, a mis au jour l'existence d'un important réseau et d'un nouveau genre d'activités O.A.S. dans le Sud-Est.

« Sous peine de plastic »

Les fonds en question provenaient d'un racket exercé chez les commerçants de la région : ceux-ci faisaient vider dans une banque de Nice des « cotisations » sous peine de plastique. C'est une des victimes qui téléphona à la police.

Les deux complices de Riga, sont deux civils français, dont l'identité n'a pas été révélée, et qui étaient recherchés depuis le putsch.

« Reconversion géographique »

Les difficultés que rencontrent depuis quelques semaines les activistes de part et d'autre de la frontière espagnole les ont amenés, dit-on, à amorcer une sorte de reconversion géographique vers l'Italie. La police italienne travaille en étroite liaison avec les services français. Des policiers venus de Gênes sont d'ailleurs arrivés à Nice quelques heures après l'arrestation de Riga et de ses complices.

De nouvelles opérations consécutives à ces arrestations sont en cours. On s'attend à de nouvelles arrestations dans les vingt-quatre heures.

BRILLANTE réception, hier soir, à l'Élysée. En l'honneur de M. et Mme Maga, le général et Mme de Gaulle avaient convié un millier de personnalités politiques, diplomatiques ou parisiennes. Parmi les invités, une toute jeune fille, un peu effarouchée : Léocadie Maga, 21 ans, la fille du président du Dahomey qui fait à Paris ses études de pharmacie.

exalté l'amitié de leurs deux pays. Le général de Gaulle a déclaré : « Au moment où d'un certain côté on emploie les mégatonnes pour faire valoir ses ambitions, il est bon que deux États libéraux montrent qu'ils savent et pratiquent d'autres moyens d'être utiles au genre humain. »

Membres d'une même famille

M. Maga a répondu : « Pour moi continuons-nous à nous adresser si naturellement à la France ? Parce que nous nous sentons chez nous en France, parce que nous

ne nous considérons pas comme des étrangers, mais comme les membres d'une même et très vaste famille. Peu après, tandis que les invités de la réception défilent devant les deux couples présidentiels, deux hommes tombaient dans les bras l'un de l'autre : un Dahoméen, le commandant Laurent, chef de l'état-major particulier de M. Maga, et un Français, M. Pierre Lefranc, conseiller technique à la Présidence de la République. Tous deux avaient fait la guerre ensemble comme cadets de la France Libre et se retrouvaient après quinze ans de séparation.

Déjeuner à Matignon pour le Président du Dahomey

Voici le programme de la visite à Paris de M. Hubert Maga. 11 h. 15 : réception à l'Hôtel de Ville. 12 h. 15 : réception à l'Hôtel de Lassay. 13 heures : déjeuner à l'Hôtel Matignon. Dans l'après-midi, Mme Maga se rend, elle, au château de Versailles. 15 heures : réception à l'Hôtel de Neirmoutiers. 15 h. 45 : visite de l'Unesco.

Attentat chez Pierre Brisson

Le directeur général du « Figaro » est indemne

UN engin a fait explosion, hier soir, vers 21 h. 50, devant la porte de l'appartement de M. Pierre Brisson, directeur général du « Figaro », 19 bis, boulevard Delessert, à Paris.

M. Pierre Brisson qui se trouvait à son domicile, n'a pas été blessé, mais il y a quelques dégâts. L'engin, d'après les premières constatations, était de fabrication artisanale et d'assez faible puissance.

Le 23 août dernier, déjà, un premier attentat au pistolet avait été dirigé contre le domicile du directeur général du « Figaro ». Le nouvel attentat survint le jour où le « Figaro » publiait, sous la plume de son rédacteur en chef notre excellent confrère Louis Gabriel-Rabinet, un éditorial s'élevant contre toutes les violences, d'où qu'elles viennent, notamment contre celles qui frappent des Nord-Africains au cours d'opérations répressives.

Plastic à Marseille

MARSEILLE, 26 octobre (dépêche « F.A. »). — Une forte charge d'explosif, sauté cette nuit, vers 0 h. 30, devant la recette principale de la poste Colbert, 9, rue Sainte-Cannat, à Marseille. Les portes d'entrée ont été arrachées, un escalier a été détruit.

2.000 étudiants manifestent à la Mutualité à l'appel de l'U.N.E.F.

« Unité, unité », scandaient, hier soir, les 2.000 étudiants réunis à la Mutualité à l'appel de l'U.N.E.F. Le meeting avait pour but de protester contre les mesures prises par le gouvernement à l'égard de l'U.N.E.F. (notamment : en accordant la représentativité à l'organisation rivale ; le Mouvement national des étudiants de France) et de rappeler aussi que « le problème algérien détermine toute l'action que l'U.N.E.F. va engager ». Le représentant des étudiants en médecine de Paris, M. Pollack, fut particulièrement applaudi lorsqu'il qualifia de « jaunes » les membres de l'U.N.E.F. puis évoqua en ces termes le problème algérien : « Devant le racisme contre les Algériens, nous sommes tous Algériens. »

Des musulmans décrivent des scènes de violence dont ils auraient été victimes

Les scènes de violence qui se sont déroulées lors des manifestations de musulmans la semaine dernière à Paris — manifestations destinées à protester contre le couvre-feu qui leur est imposé — ont heureusement cessé. Toute la population a déploré les nombreux assassinats des gardiens de la paix dans l'exercice de leurs fonctions, victimes des terroristes du

F. L. N. Mais la violence engendre la violence. Parmi les milliers de Nord-Africains arrêtés au cours de ces manifestations, très nombreux sont ceux qui déclarent avoir subi des sévices de la part du service d'ordre. Quelques-uns d'entre eux, libérés des centres de rassemblement, ont reçu hier soir des journalistes français. Nous reproduisons ci-dessous leurs déclarations.

PARIS, la nuit, 9 heures du soir à la Goutte-d'Or. Dans les rues, sous la pluie, quelques raxes passants. Ce qui fut la casbah de Paris est un quartier mort. Toute une population nord-africaine vit pourtant là. Mais à la nuit tombée elle se cale. En transparence, à travers les rideaux des nombreux petits hôtels « chambres à la journée », la lumière filtre. Avec le couvre-feu, les veillées sont longues pour les Algériens. Alors ils parlent.

— Tiens, c'est encore eux. Lentement, un car de police avec ses occupants vêtus d'un gilet pare-balles fait sa ronde. Entassés dans une petite chambre de 3 mètres sur 3, sous une ampoule souillée

par les mouches et au mur un chromo représentant la pierre noire de La Mecque, une dizaine d'hommes parlent et s'interrompent les uns les autres. Signe caractéristique : aucun d'eux ne porte de cravate.

« Je ne porte plus de cravate »

— Je sors col ouvert, dit Cherif B... La cravate c'est trop dangereux. La police, pas les harkis, m'a arrêté la semaine dernière. Je portais mon beau costume. Au commissariat, un policier m'a attrapé par le revers et a essayé de le déchirer. Comme il n'y est pas arrivé, il a pris ma cravate et a serré, serré. Alors, vous comprenez... — Monsieur, c'est terrible, dit un autre. Vous ne pouvez pas l'imaginer. Je suis ouvrier. Je ne fais pas de politique. On m'a rafié dans la rue et en plein jour. J'ai fait trente ans dans l'armée française, l'Indochine, la Corée. Multis de guerre. Je leur ai dit au commissariat : « Ben Bella aussi était dans l'armée », ils m'ont répondu. Et à dix ils sont tombés sur moi. Avant de m'évanouir, j'ai entendu le chef dire : « Ne tapez pas

avec vos crosses, elles vont se casser ». Et ils ont pris des barres de fer de 1 m. 50. Il y a une femme, Algérienne, tache bleue sur le front, elle ne parle pas un mot de français. Un jeune musulman, au vocabulaire choisi, traduit ce qu'elle dit de sa voix rauque. « Mon mari a été arrêté il y a vingt-sept jours. C'est un travailleur, peintre aux usines X... ». À ce point, les agents sont venus le chercher. Je ne sais pas pourquoi. A coups de pied ils lui ont fait descendre l'escalier. Je n'ai que les Associations familiales pour mes trois enfants, j'ai payé l'hôtel et je ne me reste plus rien. J'ai pu voir mon mari cinq minutes, à Vincennes, à travers des grilles. Si on l'envoie en Algérie, que vais-je devenir ?

Le centre de Vincennes

VINCENNES. Un autre témoin algérien enchaîne. « C'est épouvantable. J'y ai été. Des centaines de détenus entassés sous un hangar. Quand il n'y a pas assez de lits on dort par terre entourés de grillage, comme des bêtes. A l'arrivée il y avait des policiers sur deux rangs. Nous autres, les mains en l'air, on passait au milieu et ils nous tapaient dessus à coups de gourdin. » L'homme montre son œil tuméfié puis se frotte le bas du dos. « Ça me fait mal de m'asseoir. »

Et il rit comme d'une bonne plaisanterie. Une autre femme. Petite et rousse, c'est une Française. Elle a épousé un musulman. — J'ai été arrêtée le 17 avec lui à l'Opéra. On m'a relâchée, mais lui, au commissariat, on l'a battu à coups de fouet. Aujourd'hui, je ne sais toujours pas où il est. Demain, je vais aller tenter ma chance au Palais des Sports. Et si ça ne marche pas, je prendrai un avocat.

Le 17 octobre à Nanterre

Un autre prend la parole et affirme : — Mercredi 17 octobre, le soir des manifestations à Nanterre. Il était 11 heures du soir près du pont du Château. Une trentaine d'Algériens sont rassemblés. Roués de coups, ils sont jetés dans la Seine, du haut du pont, par les policiers. Une quinzaine d'entre eux ont coulé. — Pas étonnant, dit une voix le plus naturellement du monde, peu d'Algériens savent nager. — D'autres essayaient de res-

gner le bord. Mais les agents tiraient dessus. Combien ont pu s'en sortir ? Impossible à dire. Nous sommes restés trois heures dans l'eau. Finalement, une péniche nous a repêchés. Il y a aussi le témoignage d'un commerçant de la Goutte-d'Or, voisin d'un poste de police, qui déclare ne plus pouvoir dormir la nuit à cause des hurlements. Voilà ce que j'ai entendu, hier soir, pendant trois heures, dans ce petit hôtel de la Goutte d'Or. Jean-Louis QUENNESSEN.

Nouvelles protestations... et meeting interdit

Nouvelles protestations contre la détention et le sort réservé aux Algériens arrêtés à Paris ces derniers jours :

LA FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE réaffirme sa solidarité avec les travailleurs algériens.

LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME a résolu contre les mesures prises à l'égard des musulmans et regrette que les journaux listés n'aient pas eu accès aux centres de détention.

LE COMITE ANTICOLONIALISTE STUDIANTE s'indigne des violences de la police et le COMITE DE VIGILANCE DES JURISTES REPUBLICAINS proteste contre « la répression sanglante ».

Enfin, signalons que le meeting « pour la paix, contre la violence et le racisme », qui devait avoir lieu à Paris, a été interdit par le préfet de police. Les organisateurs, MM. Claude Bourdet, Emmanuel d'Astier, le R.P. Avril, etc., protestent et annoncent, à la place, une conférence de presse vendredi.

INCIDENT ENTRE DEUX DEPUTES MUSULMANS A L'ASSEMBLEE

Incident, hier soir, au Palais Bourbon, entre deux députés musulmans de l'U.N.R., MM. Sahneuni et Khorsl. Le premier reproche véhémentement au second d'être « un agent du F.L.N. ». — Tu place n'est pas ici, mais aux côtés de l'A.L.N. M. KHORSI. — Qu'attends-tu pour faire respecter la politique définie par de Gaulle ? M. SAHNEUNI. — Je ne connais que la France. Et M. Sahneuni eut quelques termes très vifs à l'égard du général de Gaulle et du gouvernement. Plusieurs parlementaires séparèrent les antagonistes avant qu'ils en viennent aux mains.